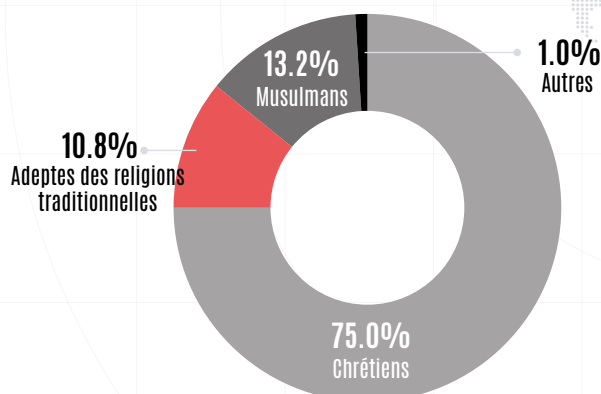




# RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

## RELIGION



## LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

La Constitution de la République centrafricaine (RCA)<sup>1</sup>, qui remplace la « Charte de la Transition<sup>2</sup> » adoptée en 2013, a été approuvée par référendum le 13 décembre 2015 et promulguée le 30 mars 2016. Ce texte juridique fondamental a marqué la fin de la transition politique après que le pays eut officiellement mis fin à la crise qui avait commencé avec la violente prise de pouvoir par les rebelles de la Séléka en mars 2013.<sup>3</sup>

Le préambule de la nouvelle Constitution reconnaît la « diversité ethnique, culturelle et religieuse » du peuple centrafricain, ce « qui contribue[nt] à l'enrichissement de sa personnalité ». L'article 10 garantit « la liberté de conscience, de réunion, de religion et des cultes [...] dans les conditions fixées par la loi. Toute forme d'intégrisme religieux et d'intolérance est interdite ». L'article 24 proclame que « la République centrafricaine est un État de droit, unitaire, souverain, indivisible, laïc et démocratique ».

Toutes les confessions religieuses ont le droit de diffuser une émission hebdomadaire à la radio d'État (Radio Centrafrique) et d'exploiter leurs propres stations de radio. Les

principales stations de radio confessionnelles sont la radio catholique Radio Notre Dame basée à Bangui, et la radio protestante Radio Voix de l'Évangile (autrefois Radio Néhémie). D'autres stations catholiques sont de retour à l'antenne après la violente domination de la Séléka. En avril 2018, la Plate-forme interreligieuse pour la paix (dirigée par le Cardinal catholique Dieudonné Nzapalainga, le Président de l'Alliance évangélique centrafricaine, le Pasteur Nicolas Guerekoyame-Gbangou, et l'imam Kobine Layama, qui est Président du Conseil islamique d'Afrique centrale) a prévu de créer une station de radio interconfessionnelle, mais à l'époque, ses soutiens financiers n'ont pas réussi à s'entendre.<sup>4</sup>

La République centrafricaine a signé un accord-cadre avec le Saint-Siège le 6 septembre 2016.<sup>5</sup> Le document établit un cadre juridique pour les relations entre l'Église et l'État, dans lequel les deux parties, tout en préservant leur autonomie respective, s'engagent à travailler ensemble pour le bien commun ainsi que pour le « bien-être moral, social, culturel et matériel » des citoyens du pays.<sup>6</sup> Toutefois, selon certains prélats catholiques de haut rang, la pleine mise en œuvre de l'accord est toujours en attente, les autorités gouvernementales faisant valoir qu'il manquerait un document. Lors de son Assemblée plénière en janvier 2020, la Conférence épiscopale centrafricaine (CECA) a

présenté au Ministère des Affaires étrangères une liste de questions prioritaires, y compris l'Accord-cadre, mais à la mi-2020, aucune réponse n'avait été reçue.<sup>7</sup>

Les groupes religieux, à l'exception des adeptes des religions autochtones, sont tenus de s'inscrire auprès du Ministère de l'intérieur, de la sécurité publique et de l'administration territoriale. Ces groupes doivent avoir au moins un millier de membres, et leurs chefs doivent avoir reçu une formation religieuse adéquate pour remplir les conditions fixées par le Ministère. L'enregistrement peut être refusé pour des raisons de morale publique, de santé publique et/ou de perturbation de la paix sociale. La procédure est gratuite et confère des avantages fiscaux, mais il n'y a pas de pénalités si un groupe ne s'inscrit pas.<sup>8</sup>

Le personnel étranger qui travaille pour des organisations religieuses peut obtenir un permis de séjour, tandis que les missionnaires étrangers et le personnel scolaire qui travaillent avec l'Église catholique locale peuvent recevoir des permis de séjour renouvelables, valables un an, une procédure qu'ils trouvent plus efficace.<sup>9</sup> De nouveaux groupes religieux, en particulier les Églises chrétiennes pentecôtistes ou « re-nées », se sont multipliés dans le pays au cours des dernières années, certains d'entre eux avec le soutien du gouvernement, par la mise à disposition de bâtiments publics pour des cérémonies religieuses publiques.<sup>10</sup>

L'enseignement religieux n'est pas obligatoire, mais il est disponible dans la plupart des écoles. L'Église catholique dispose d'un réseau d'écoles dans les neuf diocèses du pays, coordonné par les Écoles Catholiques Associées en Centrafrique (ECAC), avec un protocole d'accord signé avec le Ministère de l'Éducation. L'Université publique de Bangui dispose d'une aumônerie catholique à côté de son campus, dirigée par des jésuites, avec un large éventail d'activités pastorales et culturelles.

Les principales fêtes chrétiennes – Vendredi Saint, Pâques, l'Ascension, l'Assomption de Notre-Dame, la Toussaint et Noël – sont jours fériés. Depuis 2017, les fêtes islamiques de l'Aïd al-Fitr et de l'Aïd al-Kebir sont également des jours fériés.

## INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

Malgré l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine<sup>11</sup>, négocié à Khartoum (Soudan) par l'Union africaine et signé à Bangui le 6 février 2019

par le gouvernement centrafricain et 14 groupes armés, la violence a continué d'affecter une grande partie du pays au cours de la période faisant l'objet du présent rapport.<sup>12</sup>

Une description de « La Croix International » décrit succinctement l'évolution historique : « Depuis le renversement du Président François Bozizé en 2013, il y a eu des affrontements entre de nombreux groupes armés en République centrafricaine. L'ancien Président a été évincé lors d'un coup d'État orchestré par la Séléka, une coalition de groupes armés musulmans du nord du pays et de mercenaires tchadiens et soudanais. Pour répondre à la Séléka, des milices d'autodéfense composées de chrétiens et d'animistes ont été formées. Connus sous le nom d'Anti-Balaka, ces groupes ont attaqué les musulmans, donnant une dimension religieuse au conflit. Selon de nombreux observateurs, ces groupes armés se battent avant tout pour le contrôle des gisements de diamants, d'or et d'uranium ».<sup>13</sup>

L'année 2018 a été particulièrement éprouvante pour l'Église catholique, dont cinq prêtres ont été assassinés, à chaque fois dans ce qui semblait être, au moins en partie, des attaques à motivation religieuse. Le Père Joseph Désiré Angbabata, du diocèse de Bambari, a été abattu le 21 mars 2018 lors d'une attaque contre sa paroisse de Seko où de nombreuses personnes s'étaient réfugiées. Les coupables sont apparemment les rebelles de l'Union pour la Paix en Centrafrique (UPC).<sup>14</sup>

Le 1er mai 2018, une milice musulmane armée d'autodéfense basée dans le quartier « Kilomètre Cinq » de Bangui (également connu sous le nom de PK5), une zone à majorité musulmane, a encerclé l'enceinte de l'église catholique Notre-Dame de Fatima pendant la messe et y a ouvert le feu pendant plus d'une heure, tuant 30 personnes et blessant au moins 185 fidèles.<sup>15</sup> Le Père Albert Tungumale Baba, prêtre très respecté qui avait travaillé sans relâche pour la réconciliation des chrétiens et des musulmans dans la région, faisait partie des morts.<sup>16</sup>

Le 25 mai 2018, un mémorandum signé par le Cardinal Dieudonné Nzapalainga, archevêque de Bangui, l'imam Omar Kobine Layama, chef de la communauté musulmane, et le Pasteur Nicolas Guerekoyame-Gbangou, président de l'Association des Églises évangéliques de République centrafricaine, a été publié. Il y est écrit que « la crise que traverse le pays depuis 2013 n'a pas que des origines internes, elle est attisée par des ingérences extérieures ».<sup>17</sup> Les trois chefs religieux ont déclaré que certains centrafricains avides de gains faciles et de pouvoir

« s’allient avec des mercenaires étrangers venant pour la plupart du Tchad et du Soudan pour déstabiliser la nation centrafricaine ». <sup>18</sup> Certains pays voisins « cherchent à dérouler dans le pays des agendas cachés afin de l’occuper, par le biais de groupes armés orientés et entretenus par eux, pour ainsi contrôler les ressources ». <sup>19</sup> En outre, ils ont déclaré « que ces groupes instrumentalisent les religions pour semer la division ». <sup>20</sup> Enfin, les trois dirigeants ont accusé certains contingents de la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies en Centrafrique (Minusca) « qui passent leur temps à comploter avec ces rebelles pour commettre des crimes à caractère confessionnel ». <sup>21</sup>

Le 29 juin 2018, le vicaire général du diocèse de Bambari, le Père Firmin Gbagoua, a également été tué de sang-froid par des hommes se disant associés à l’UPC, qui se sont introduits par effraction dans sa résidence pendant la nuit. <sup>22</sup> La Conférence épiscopale centrafricaine a déclaré : « Nous interpellons vivement le Gouvernement et la Minusca à coordonner leurs actions pour que les auteurs de ces assassinats soient arrêtés et traduits devant la justice ». <sup>23</sup> En outre, les évêques ont déclaré : « Nous exhortons toute la communauté chrétienne à rester calme et dans la prière pour ne pas tomber dans le piège de ceux qui veulent montrer que chrétiens et musulmans ne peuvent plus vivre ensemble afin de partitionner la nation centrafricaine ». <sup>24</sup>

Le 31 août 2018, Mgr Nestor-Désiré Nongo-Aziagbia, évêque de Bossangoa, dans le nord-ouest de la République centrafricaine, a déclaré : « Aujourd’hui, 70 à 80% du pays est entre les mains de groupes rebelles armés. La majorité du pays échappe au contrôle de l’État ». <sup>25</sup> L’évêque a décrit comment l’Église catholique essayait d’aider, en déclarant : « L’Église a été à l’avant-garde des efforts de réconciliation... Nous donnons un abri aux réfugiés et aidons ceux qui sont dans le besoin, sans tenir compte de leur religion ». <sup>26</sup>

Le 15 novembre 2018, des rebelles de l’UPC ainsi qu’une milice de jeunes musulmans ont attaqué un camp de déplacés internes, situé au siège du diocèse catholique d’Alindao, et ont tué 70 civils. Parmi les personnes tuées se trouvaient deux prêtres catholiques – le Père Célestin Ngoumbango et le Vicaire général, le Père Blaise Mada – qui ont été abattus. <sup>27</sup>

Pendant le raid, les assaillants sont entrés dans la cathédrale, ont tiré à l’intérieur, et ont profané le tabernacle dans le cadre de ce qui semblait être un plan bien calculé

pour humilier la communauté catholique. En outre, le presbytère, le siège de la Caritas diocésaine et plusieurs autres bâtiments de l’Église ont été complètement incendiés. L’entrepôt de Caritas, utilisé pour entreposer des stocks alimentaires d’urgence pour nourrir les personnes déplacées, a été pillé, privant de nourriture les personnes déplacées. <sup>28</sup>

Le 8 avril 2019, Mgr Juan José Aguirre Muñoz, évêque de Bangassou, insistant sur le fait que la religion n’était pas la seule racine du conflit entre les groupes militants ex-Séléka et anti-Balaka, a déclaré que de nombreuses milices actives dans le pays étaient à la solde de puissances étrangères, notamment des États du Golfe. <sup>29</sup> L’évêque a déclaré qu’après avoir reçu des armes, des munitions, des véhicules et de la logistique, les milices passent à l’attaque « dans le but d’expulser les non-musulmans des zones conquises, et qu’en fin de compte ils cherchent la partition du pays ». « Ce qu’ils veulent, c’est diviser le pays et tels des prédateurs sans pitié profiter de ses richesses ». <sup>30</sup>

Depuis la mi-2019, il y a eu une vague intermittente d’attaques apparemment à motivation politique contre l’Église sur les réseaux sociaux. En juin 2019, à l’issue de son Assemblée plénière à Bossangoa, la CECA a publié une lettre pastorale demandant qui finançait une nouvelle milice connue sous le nom de « Requins ». <sup>31</sup> Dans le même message, les évêques ont également condamné « l’exploitation de façon anarchique » des ressources du pays « sans aucune retombée positive pour les populations locales. <sup>32</sup> En réponse, un certain Julien Bela a posté sur Facebook une série de messages avec des menaces et des insultes contre l’Église catholique, accusant les évêques d’être « les défenseurs du diable » et des « extraterrestres ». <sup>33</sup>

Début mars 2020, le Cardinal Dieudonné Nzapalainga, archevêque de Bangui, a mis en garde contre la mauvaise gestion des fonds publics et s’est prononcé contre le manque de services publics, ce qui a appauvri la population. <sup>34</sup> Cette déclaration a suscité la colère de Didacien Kossimatchi, un cadre important du parti au pouvoir, le Mouvement Cœurs Unis (MCU). Dans une déclaration largement diffusée dans les médias sociaux, il a déclaré que l’Église n’avait pas le droit d’exprimer des opinions sur des questions politiques. <sup>35</sup> Toutefois, les critiques de l’Église catholique par le MCU se sont arrêtées au second semestre 2020.

Le 6 septembre 2020, la Conférence épiscopale a pu-

blié une longue lettre pastorale intitulée « Fais sortir mon peuple » dans laquelle les évêques appelaient à des élections justes, transparentes et pacifiques (prévues pour la fin de 2020). Ils ont en même temps critiqué les groupes armés pour ne pas avoir respecté les engagements qu'ils avaient signé dans l'Accord de paix en février 2019. La lettre a globalement été bien accueillie, et personne ne l'a rejetée publiquement.<sup>36</sup>

Le Père Aurelio Gazzera, prêtre carme très respecté, a été victime de harcèlement et de menaces en raison de son implication de longue date dans les questions environnementales. Originaire d'Italie, il est arrivé en RCA en 1995 et travaille à Bozoum (diocèse de Bouar) depuis 15 ans. Au cours des premiers mois de 2019, l'ecclésiastique a dénoncé sur de nombreux forums, dont les réseaux sociaux, les graves dommages environnementaux causés à la région où sa paroisse se situe par une mine d'or incontrôlée appartenant à une société chinoise, depuis décembre 2018.<sup>37</sup> Le Père Gazzera a documenté les conséquences des activités minières sur la population locale, telles que la perte d'eau potable et de terres agricoles, et les graves risques pour la santé humaine.

Bien que le Ministre du Développement, de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques de RCA ait provisoirement suspendu les activités de cette entreprise chinoise à Bozoum le 25 mars 2019, l'ordre n'a pas été respecté, et l'exploitation aurifère s'est poursuivie. Un incident qui a eu lieu le 27 avril 2019 a été très débattu. Au cours de cet incident, le Père Gazzera a été arrêté et son appareil photo et son téléphone portable ont été saisis par les forces de sécurité parce qu'il avait pris des photos près de la rivière Ouham.<sup>38</sup> Lorsque le véhicule de police avec le prêtre est arrivé à Bozoum, une foule s'est rassemblée tout autour et a exigé sa libération. Sous la pression, les policiers l'ont laissé partir. Après cet épisode, le Premier ministre s'est exprimé à l'Assemblée nationale, accusant le Père Gazzera d'être un trafiquant d'or.<sup>39</sup>

Le 8 mai 2019, le Cardinal Dieudonné Nzapalainga, Mgr Mirosław Gucwa, évêque de Bouar, et le Père Gazzera, ont rencontré le Premier ministre Firmin Ngrebada ainsi que le Ministre du Développement, de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques, ainsi que le Ministre des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche et de l'Environnement.<sup>40</sup> Par la suite, les menaces et les attaques contre le Père Gazzera ont cessé. Son plaidoyer a suscité l'intérêt des députés du pays, qui ont nommé une commission d'enquête pour examiner la question.

Lors d'affrontements armés entre groupes rivaux à Ndele le 3 mars 2020, l'évêque catholique de Kaga-Bandoro, Mgr Thadeus Kuzy, a été harcelé et volé par des hommes armés de l'une des factions de l'ex-Séléka. Mgr Kuzy s'était arrêté à Ndele ce jour-là à cause d'un problème de voiture. Selon ses dires, lui et certains de ses prêtres ont été menacés à plusieurs reprises par des hommes munis d'armes à feu et de couteaux, avant d'être secourus le 8 mars par des soldats pakistanais avec les forces de la MINUSCA<sup>41</sup> stationnées à Ndele, puis amenés à Bambari.<sup>42</sup>

Alors que les tensions et les affrontements armés se poursuivaient tout au long des mois de mars et avril 2020, les chrétiens de Ndele, catholiques et protestants, se sont plaints que le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC<sup>43</sup>), un groupe rebelle dérivé de la Séléka dominé par l'ethnie Rounga, les avait harcelés et menacés en tant que non-musulmans, parce qu'ils auraient prétendument pris parti pour leurs ennemis, le peuple Gula. Selon des témoins, des hommes armés non identifiés ont mis le feu à deux églises appartenant à l'Église apostolique dans les quartiers Sara et Gozamar II de la ville de Ndele, vers 4 heures du matin le 1er avril 2020.<sup>44</sup>

Des membres de la communauté musulmane ont également signalé des attaques menées par des milices anti-Balaka ou d'autodéfense dans différentes parties du pays. Cependant, dans de nombreux cas les victimes étaient des bergers d'ethnie peule, qui ont peut-être été ciblés davantage à cause de leurs activités d'élevage que de leur appartenance religieuse.

Les musulmans ont continué de signaler des cas de discrimination systématique, en particulier lorsqu'ils ont recours à des services gouvernementaux, par exemple lorsqu'ils demandent des certificats de nationalité, nécessaires pour obtenir un passeport. Des plaintes ont également été déposées pour comportement discriminatoire antimusulman aux postes de contrôle de police et de gendarmerie, les personnes au nom islamique ayant plus de chances d'être harcelées ou invitées à verser des pots-de-vin que les personnes ayant des noms chrétiens.

Pour évoquer un point plus positif, le nombre de hauts fonctionnaires musulmans, ministres et membres des bureaux du Président et du Premier ministre, a augmenté progressivement, en particulier après la signature de l'accord de paix en février 2016.

Le 9 juillet 2018, la Ligue de Défense de l'Église a publié un communiqué de presse signé par Nzapakéyé

François, promettant de « venger les meurtres de nombreux dignitaires de l'Église et hommes de Dieu tués dans l'exercice de leurs fonctions ». <sup>45</sup> La déclaration menaçante affirmait également que les musulmans seraient obligés « d'exercer également leur foi dans le doute et la crainte permanente comme le font les chrétiens ». <sup>46</sup> La Conférence épiscopale a réagi par une déclaration publiée le 10 juillet 2018, signée par le Cardinal Nzapalainga, dans laquelle les évêques condamnaient catégoriquement le message de la Ligue. <sup>47</sup> Dans le même communiqué, les évêques ont appelé « les fidèles à la vigilance afin qu'ils ne cèdent pas à la haine et aux manipulations confessionnelles visant à déstabiliser le pays, rappelant que la crise de la République centrafricaine n'est pas confessionnelle mais politique ». <sup>48</sup>

Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, plusieurs milliers de musulmans déplacés en 2014 ont pu rentrer chez eux, en particulier dans les villes du sud et de l'ouest du pays. À Bossangoa, les musulmans ont pu se rendre dans leurs anciennes propriétés, dont beaucoup avaient été détruites, et faire du commerce, mais n'ont pas encore été en mesure de réinstaller ou reconstruire leurs mosquées.

Il y a eu une certaine amélioration à Bangui au début de 2020, après la destruction de presque toutes les mosquées à l'extérieur de la zone « Kilomètre cinq », au début de 2014. La plus grande de ces mosquées, à Lakouanga, a été reconstruite et attire régulièrement de nombreux fidèles. Dans d'autres endroits où des mosquées avaient été détruites après 2014, la population chrétienne hésite toujours à permettre la reconstruction des lieux de culte musulmans. <sup>49</sup>

En décembre 2020, des groupes armés sont réapparus à l'approche des élections générales. Ils ont érigé des barrières routières et sont entrés dans les villages pour voler de la nourriture, terrorisant la population. Il n'y a toutefois pas eu de morts à déplorer, et les tensions se sont apaisées à la fin de février 2021 avec le départ soudain des hommes armés des villages. <sup>50</sup> Une « Coalition des patriotes pour le changement » a été annoncée le 21 février 2021 pour contester la victoire électorale du Président Touadera, déclarant la « guerre » au gouvernement. Elle était en activité au moment d'écrire le présent rapport. <sup>51</sup>

Suite à l'épidémie mondiale de Covid-19, détectée en RCA le 13 mars 2020, le gouvernement a rapidement mis en place des mesures de lutte avec la pleine coopération de l'Église. Les écoles et les lieux de culte ont été fermés

pendant 30 jours, les marchés et les supermarchés ont été partiellement fermés, et un couvre-feu national a été imposé de 20 heures à 5 heures du matin. Les autorités et les chefs catholiques ont travaillé ensemble pour contrôler la pandémie, l'Église catholique étant prompte à communiquer des messages de la Conférence épiscopale et du Cardinal Dieudonné Nzapalainga. <sup>52</sup>

Les restrictions ont été assouplies en juin, mais les masques sont restés obligatoires. Toutefois, peu de gens ont respecté ces exigences. L'Église catholique a rouvert ses lieux de culte en appliquant des mesures de sécurité telles que la distanciation sociale, le port de masques et le lavage des mains. <sup>53</sup>

La réponse de la communauté islamique a été plus diversifiée. <sup>54</sup> Les premiers stades de la pandémie ont coïncidé avec le Ramadan (24 avril - 23 mai). Certains imams du « Kilomètre cinq » ont gardé leurs mosquées ouvertes, malgré les risques de contagion et les demandes du Ministère de la Santé de les fermer. Ailleurs, à Lakouanga et Ngaragba, les imams locaux ont décidé de respecter le confinement et ont organisé à la maison les prières associées au mois sacré. Certaines mosquées auraient été forcées de rouvrir, cédant aux menaces voilées d'éléments armés d'anciens groupes d'autodéfense.

## PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, des groupes armés ont de nouveau attaqué des églises chrétiennes, et ont également commencé à cibler les chefs religieux chrétiens, en particulier les membres du clergé catholique. Les musulmans aussi ont été confrontés à des problèmes. Bien qu'ils aient constaté des progrès dans la capitale et dans les régions occidentales et centrales du pays, ils sont encore loin de jouir de tous les droits à la liberté religieuse. Dans l'ensemble, les perspectives du droit à la liberté religieuse demeurent incertaines. Ce droit pourrait continuer de faire face à des défis considérables en raison des attaques des milices extrémistes et de l'instabilité politique.

## NOTES DE FIN DE TEXTE / SOURCES

- 1 Constitution de la République Centrafricaine, Journal Officiel, 30 mars 2016, <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/SERIAL/104713/127839/F1101593134/CAF-104713.pdf>
- 2 Charte constitutionnelle du 18 juillet 2013, République centrafricaine, DigiThèque MJP, <https://mjp.univ-perp.fr/constit/cf2013.htm> (page consultée le 2 mars 2021).
- 3 “Central African Republic country profile,” BBC News, 1er août 2018, <https://www.bbc.com/news/world-africa-13150040> (page consultée le 2 mars 2021).
- 4 Entretiens avec plusieurs membres de haut rang de la Plate-forme interreligieuse, que l’auteur a rencontrés à plusieurs reprises à Bangui entre décembre 2017 et février 2018.
- 5 “Accordo Quadro tra la Santa Sede e la Repubblica Centrafricana su materie di interesse comune,” Bilateral Treaties of the Holy See, [https://www.iuscangreg.it/accordi\\_santa\\_sede.php#SCentralAfricanRepublic](https://www.iuscangreg.it/accordi_santa_sede.php#SCentralAfricanRepublic) (page consultée le 2 mars 2021). Voir aussi « Entrée en vigueur de l’Accord-cadre entre le Saint-Siège et la République centrafricaine », Vatican News, 5 mars 2019, <https://www.vaticannews.va/fr/vatican/news/2019-03/accord-cadre-saint-siege-republique-centrafricaine.html>
- 6 “Communiqué: Entry into force of the Framework Agreement between the Holy See and the Central African Republic on matters of mutual interest,” Holy See Press Office, 5 mars 2019, <https://press.vatican.va/content/salastampa/en/bollettino/pubblico/2019/03/05/190305f.html> (page consultée le 2 mars 2021).
- 7 Interview of the author with two Catholic bishops in February 2020.
- 8 Office of International Religious Freedom, “Central African Republic,” 2019 Report on International Religious Freedom, U.S. Department of State, <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/central-african-republic/> (page consultée le 2 mars 2021).
- 9 Conversation, le 6 janvier 2018, avec un prêtre catholique expatrié qui travaille en RCA depuis 2011.
- 10 Observation personnelle de l’auteur de ce rapport, qui vit régulièrement en RCA depuis la mi-2012.
- 11 Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine, février 2019, <https://www.hdcentre.org/wp-content/uploads/2019/02/Accord-pour-la-paix-et-la-r%C3%A9conciliation-en-Centrafrrique.pdf>
- 12 Elizabeth Murray and Rachel Sullivan, “Central African Republic struggles to implement peace deal,” United States Institute of Peace, 17 octobre 2019, <https://www.usip.org/publications/2019/10/central-african-republic-struggles-implement-peace-deal> (page consultée le 3 mars 2021).
- 13 “Central African religious leaders denounce foreign interference”, par Luci Sarr, La Croix International; <https://international.la-croix.com/news/politics/central-african-religious-leaders-denounce-foreign-interference/7701>
- 14 “En Centrafrique, un prêtre tué lors de l’attaque de sa paroisse par un groupe armé,” La Croix, 26 mars 2018, <https://africa.la-croix.com/centrafrique-pretre-tue-lors-de-lattaque-de-paroisse-groupe-arme/> (page consultée le 3 mars 2021).
- 15 “Lettre datée du 23 juillet 2018, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d’experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2399 (2018) du Conseil de sécurité,” United Nations Security Council, 23 juillet 2018, <https://undocs.org/pdf?symbol=fr/S/2018/729> (page consultée le 3 mars 2021).
- 16 “Témoignage d’un missionnaire sur la figure du Père Tungumale Baba, ‘pasteur estimé pour son action en faveur de la réconciliation entre chrétiens et musulmans’,” Agenzia Fides, 8 mai 2018, [http://www.fides.org/fr/news/64148-AFRIQUE\\_REPUBLIQUE\\_CENTRAFRICAINE\\_Temoignage\\_d\\_un\\_missionnaire\\_sur\\_la\\_figure\\_du\\_Pere\\_Tungumale\\_Baba\\_pasteur\\_estime\\_pour\\_son\\_action\\_en\\_faveur\\_de\\_la\\_reconciliation\\_entre\\_chretiens\\_et\\_musulmans](http://www.fides.org/fr/news/64148-AFRIQUE_REPUBLIQUE_CENTRAFRICAINE_Temoignage_d_un_missionnaire_sur_la_figure_du_Pere_Tungumale_Baba_pasteur_estime_pour_son_action_en_faveur_de_la_reconciliation_entre_chretiens_et_musulmans) (page consultée le 3 mars 2021).
- 17 « En Centrafrique, les religieux fustigent les ingérences étrangères », 29 mai 2018, <https://africa.la-croix.com/en-centrafrique-les-religieux-fustigent-les-ingerences-etrangeres/>
- 18 Ibid.
- 19 Ibid.
- 20 Ibid.
- 21 Ibid.
- 22 « Un prêtre tué en Centrafrique », La Croix, 30 juin 2019, <https://www.la-croix.com/Religion/pretre-tue-Centrafrrique-2018-06-30-1200951446>
- 23 « Centrafrique : 3ème prêtre assassiné depuis le début de l’année », AED, 2 juillet 2018, <https://aed-france.org/centrafrique-3e-pretre-assassine-depuis-le-debut-de-lannee/>
- 24 Ibid
- 25 « CENTRAFRIQUE : L’Eglise est en première ligne pour la réconciliation », AED, 24 août 2018, <https://aed-france.org/centrafrique-le->

glise-est-en-premiere-ligne-pour-la-reconciliation/

26 Ibid.

27 “En Centrafrique, réaction de l’Église après le massacre à l’évêché d’Alindao,” La Croix, 19 novembre 2018, <https://africa.la-croix.com/en-centrafrique-reaction-de-leglise-apres-le-massacre-a-leveche-dalindao/> (page consultée le 3 mars 2021).

28 L’auteur s’est rendu à Alindao entre le 4 et le 12 décembre, un mois après le massacre, sur le site catholique des déplacés.

29 «Masterplan of misery for country» by Citra Abbott and John Pontifex, Aide à l’Église en Détresse, 8 avril 2019; <https://acnuk.org/news/central-african-republic-masterplan-of-misery-for-country/> et en français : « CENTRAFRIQUE : Un pays confronté à des prédateurs », AED, 18 avril 2018, <https://aed-france.org/centrafrique-un-pays-confronte-a-des-predateurs/>

30 Ibid

31 “Les évêques de Centrafrique effectuent un état des lieux de la justice et de la paix dans le pays,” La Croix, 28 août 2019, <https://www.la-croix.com/Urbi-et-Orbi/Documentation-catholique/Eglise-dans-le-Monde/evêques-Centrafrique-effectuent-etat-lieux-justice-paix-pays-2019-08-28-1201043663> (page consultée le 3 mars 2021).

32 Ibid.

33 La Conférence épiscopale des évêques à Bossangoa perd son latin et s’apparente à des extraterrestres en escale, 27 juin 2019, [https://m.facebook.com/permalink.php?story\\_fbid=2304975222872637&id=1845032732200224](https://m.facebook.com/permalink.php?story_fbid=2304975222872637&id=1845032732200224) (page consultée le 1er mars 2021).

34 Édouard Yamale, “Centrafrique : Touadéra fait baïllonner le Cardinal Dieudonné Nzapalaïnga,” Le Tsunami.Net, 3 mars 2020, <https://letsunami.net/centrafrique-touadera-fait-baillonner-le-cardinal-dieudonne-nzapalainga/> (page consultée le 3 mars 2021).

35 “Centrafrique : La puante COD-2020 ce coronavirus centrafricain éclaboussé par ‘Talitha Koum’ de Blaise D. Kossimatchi,” Le Potentiel centrafricain, 3 mars 2020, <https://lepotentielcentrafricain.com/centrafrique-la-puante-cod-2020-ce-coronavirus-centrafricain-eclabousse-par-talitha-koum-de-blaise-d-kossimatchi/> (page consultée le 3 mars 2021).

36 “Les évêques centrafricains s’inquiètent de l’omniprésence des groupes armés,” La Croix, 7 septembre 2020, <https://africa.la-croix.com/les-évêques-centrafricains-sinquietent-de-lomnipresence-des-groupes-armes/> (page consultée le 1er mars 2021).

37 Cyril Bensimon, “Le combat du prêtre Aurelio Gazzera contre les mines d’or chinoises en Centrafrique,” Le Monde, 25 septembre 2019, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/09/25/en-centrafrique-le-combat-d-un-pretre-italien-contre-les-mines-d-or-chinoises\\_6013048\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/09/25/en-centrafrique-le-combat-d-un-pretre-italien-contre-les-mines-d-or-chinoises_6013048_3212.html) (page consultée le 3 mars 2021).

38 Ibid.

39 “Centrafrique, le désastre écologique des mines d’or chinoises,” Mondeafrique, 5 octobre 2019, <https://mondafrique.com/centrafrique-le-desastre-ecologique-des-mines-dor-chinoises/> (page consultée le 3 mars 2021).

40 Édouard Yamale, “Bozoum : compte – rendu « supranational » de la rencontre Ngrébada, Cardinal Nzapalaïnga, évêque de Bouar Guwca et Père Gazzera, selon la presse de la primature,” Le Tsunami, Net, 8 mai 2019, <https://letsunami.net/bozoum-compte-rendu-supranational-de-la-rencontre-ngrebada-cardinal-nzapalainga-évêque-de-bouar-gucwa-et-pere-gazzera-selon-la-presse-de-la-primature/> (page consultée le 3 mars 2021).

41 Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique.

42 Communication écrite de Mgr Kuzi à ses confrères évêques dans un courrier électronique daté du 10 mai 2020.

43 Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique.

44 Communication écrite confidentielle d’une source humanitaire le 4 avril 2020.

45 “Centrafrique : la ligue de défense de l’Église en Centrafrique communique,” Bangui.com, 10 juillet 2018, <http://news.abangui.com/h/63677.html> (page consultée le 3 mars 2021).

46 Ibid.

47 “Réactions des Évêques contre toute provocation de la part de la prétendue Ligue de Défense de l’Église,” Agenzia Fides, 12 juillet 2018, [http://www.fides.org/fr/news/64513-AFRIQUE\\_REPUBLIQUE\\_CENTRAFRICAINE\\_Reactions\\_des\\_Eveques\\_contre\\_toute\\_provocation\\_de\\_la\\_part\\_de\\_la\\_pretendue\\_Ligue\\_de\\_Defense\\_de\\_l\\_Eglise](http://www.fides.org/fr/news/64513-AFRIQUE_REPUBLIQUE_CENTRAFRICAINE_Reactions_des_Eveques_contre_toute_provocation_de_la_part_de_la_pretendue_Ligue_de_Defense_de_l_Eglise) (page consultée le 3 mars 2021).

48 Ibid.

49 Informations fournies à l’auteur par plusieurs imams, à Bangui, en décembre 2019.

50 A. Rolland, “Old fears and pre-election violence flare in Central African Republic”, Reuters, 23 décembre 2020”, <https://www.reuters.com/article/centralafrica-election/old-fears-and-pre-election-violence-flare-in-central-african-republic-idINKBN28X0Q7> (page consultée le 5 mars 2021). Voir aussi « Présidentielle en Centrafrique : malgré les menaces, l’explosion de violence n’a pas eu lieu », France 24, <https://www.france24.com/fr/afrique/20201227-pr%C3%A9sidentielle-en-centrafrique-d%C3%A9but-d-une-journ%C3%A9e-de-vote-sous-haute-tension>

51 “European countries must Support the actions of CAR’s legitimately elected president Touadera”, The Olive Press, 3 mars 2021. <https://www.theolivepress.es/spain-news/2021/03/03/european-countries-must-support-the-actions-of-cars-legitimately-elected-president-touadera/> (page consultée le 5 mars 2021). Voir aussi « En Centrafrique, l’ex-président François Bozizé a pris la tête de la rébellion », France 24, <https://www.france24.com/fr/afrique/20210321-en-centrafrique-l-ex-pr%C3%A9sident-fran%C3%A7ois-boziz%C3%A9-a-pris-la-t%C3%AAtte-de-la-r%C3%A9bellion>

52 « “Science et foi unies dans la lutte contre le Covid-19” pour l’Archevêque de Bangui », Agenzia Fides, 2 octobre 2020; [http://www.fides.org/fr/news/68748-AFRIQUE\\_REPUBLIQUE\\_CENTRAFRICAINE\\_Science\\_et\\_foi\\_unies\\_dans\\_la\\_lutte\\_contre\\_le\\_Covid\\_19\\_pour\\_l\\_Archeveque\\_de\\_Bangui](http://www.fides.org/fr/news/68748-AFRIQUE_REPUBLIQUE_CENTRAFRICAINE_Science_et_foi_unies_dans_la_lutte_contre_le_Covid_19_pour_l_Archeveque_de_Bangui)

53 L’auteur a personnellement vu comment ces mesures étaient généralement suivies par le clergé et les fidèles au cours du mois de juillet 2020, dans quatre différentes églises catholiques à Bangui.

54 Informations sur la communauté islamique fournies en personne par plusieurs sources confidentielles en avril 2020.